



**INFO-TÜRK AJANSI
AGENCE INFO-TÜRK
INFO-TÜRK AGENCY**

BÜLTEN BULLETIN

EDITION ET DIFFUSION EN BELGIQUE: COODIFF
SQUARE CH. M. WISER, 13/2 - 1040 BRUXELLES
TEL: (32-2) 230 34 72 - DEPOT LEGAL: 2198
CCP: COODIFF sc 000-1164657-75 - BRUXELLES

La reproduction de nos articles
est autorisée avec la mention
de la référence Agence Info-Türk

PERIODIQUE MENSUEL
3ème année - mars 1979
Français 29
Prix 20 FB
Abonnement Annuel
Belgique 200 Fc
Etranger 250 FB

LA CRISE REGNE TOUJOURS EN TURQUIE: LA LOI MARTIALE PROLONGEE; LES MESURES D'AUSTERITE ECONOMIQUE IMPOSEES

ANKARA (ITA) - Tandis que le Parlement approuvait la prolongation pour deux mois de la loi martiale dans 13 provinces, le gouvernement imposait de nouvelles mesures d'austérité dans le but de hausser les revenus des monnaies étrangères et d'éviter la pénurie en produits de base tels que le pétrole. En premier lieu, le prix du pétrole et des produits pétroliers fut augmenté d'environ 100%, et naturellement cette hausse se répercuta immédiatement sur tous les biens de consommation.

Les milieux progressistes s'opposèrent à cette prolongation de la loi martiale en soulignant que les autorités de l'état de siège n'avaient pas pris des mesures efficaces contre les milieux fascistes terroristes, mais qu'elles avaient plutôt paralysé les forces de gauche.

Une autre opposition à la prolongation de la loi martiale vint du Parti de la Justice (AP) de l'ancien premier ministre Demirel. Mais le motif de son opposition est tout à fait différent: Le Parti de la Justice accusait le gouvernement d'exécuter la loi martiale d'une manière inefficace et déclarait que cette situation pourrait jeter "des doutes sur le prestige des forces armées". Le groupe parlementaire du AP vota contre "la version diluée de la loi martiale".

Néanmoins, le parti néo-fasciste, Parti d'Action Nationaliste (MHP) vota la prolongation de la loi martiale, dans l'espoir que "si le Premier Ministre évite d'entraver les efforts des commandants de loi martiale, alors ces commandants seront capables de nettoyer le pays de ses ennemis".

Sur ce, le Chef de l'Etat Major, le Général Kenan Evren, dit dans un communiqué que les commandants de la loi martiale ne reçoivent pas leurs ordres du "Conseil de Coordination de la Loi Martiale" qui est un département créé par le Premier Ministre Ecevit en vue de maintenir les commandants de la loi martiale sous son propre contrôle. Ainsi, les partis de droite réussirent à opposer les Forces Armées à l'autorité du gouvernement.

Quoi qu'il en soit, le Général Evren souligna aussi que les commandants de la loi martiale n'exécuteront jamais de mesures illégales telles que la torture, les recherches arbitraires et qu'ils exerceront leur autorité dans les limites légales.

Nouvelles mesures d'austérité du gouvernement

Le Parlement fit voter aussi en février le projet de budget fiscal pour 1979 qui demandait une dépense totale de 406 milliards de liras turques. Dans l'Assemblée Nationale de 450 membres, 228 votèrent pour le budget et 213 contre. Pour les gouvernements turcs, l'approbation des projets de budget est considérée traditionnellement comme équivalente à un nouveau vote de confiance.

Une fois le test crucial du budget gagné, le gouvernement du Premier Ministre social démocrate Ecevit lança une série de mesures d'austérité économiques, déclarant qu'un "remède" aux problèmes économiques de la Turquie serait cherché et trouvé "dans la force de la nation, le potentiel de notre pays et le dynamisme de notre économie."

En fait, la Turquie vit une des périodes de crise les plus graves de son histoire. Cette crise se révéla par une forte inflation d'une part et une pénurie impérieuse de monnaie étrangère d'autre part.

Le taux d'inflation en 1978 a été de 59%. Quoique le déficit du commerce extérieur ait été réduit à 2300 millions de dollars en 1978, surtout aux dépens de restrictions dans les importations, ce qui eut comme répercussion un "embouteillage" en produits industriels et une diminution de la production.

A la fin de l'année 1978, le déficit du budget consolidé était de 13 milliards de liras turques.

Au début de 1978, le gouvernement d'Ecevit s'était adressé au FMI pour obtenir une aide étrangère et celui-ci proposa un "programme de stabilisation" comprenant un taux élevé de dévaluation de la lire turque. Mais une dévaluation de 30% ne réussit pas à stabiliser l'économie et accrut le malaise économique et social dans le pays. De plus, les crédits du FMI ont été suspendus parce que le FMI n'était pas satisfait du rendement de l'économie turque et mécontent de la mauvaise grâce de la Turquie à accepter de nouveaux termes d'accord, tels qu'une nouvelle dévaluation.

Un programme d'aide urgente, promis par les principales puissances occidentales à l'initiative de l'Allemagne Fédérale n'a pas encore abouti. (Voir aussi, dans ce Bulletin, l'article intitulé "Ecevit également déçu quant à l'aide urgente à la Turquie".)

Avant de dévoiler les nouvelles mesures d'austérité, Ecevit rencontra d'une part les représentants des hommes d'affaires et d'autre part les leaders des deux principales confédérations syndicales de Turquie en vue d'obtenir leur soutien pour ces mesures. Il essaya de les convaincre qu'elles étaient indispensables dès lors que les organisations financières internationales obligeaient la Turquie à adopter un programme de stabilisation.

Les nouvelles mesures frappent les ouvriers et les employés

Quoique les leaders syndicaux n'aient montré aucune intransigeance à l'égard des mesures d'austérité, les nouvelles fluctuations des prix ont cependant touché encore une fois les ouvriers et les employés et ont provoqué une forte réaction dans la population laborieuse.

En 1978, les ouvriers et les employés avaient déjà subi une forte diminution de leur pouvoir d'achat du fait que l'augmentation de leurs salaires était toujours en retard sur la hausse des prix. Les indices des prix de gros établis par le Ministère du Commerce indiquaient une hausse des prix de 48,7% entre décembre 1977 et décembre 1978.

Selon les chiffres de l'Institut de la Sécurité Sociale, le taux d'augmentation des salaires jusqu'en décembre 1978 a resté au niveau de 27 à 32%.

Les nouvelles mesures d'austérité augmentent les prix de 100%, sans prévoir le même taux pour l'augmentation des salaires. Ainsi les dépenses nécessaires pour sauver la Turquie de la banqueroute seront payées par les ouvriers et les employés, et le malaise social sera plus grand que jamais. Telle est la conséquence logique de la politique de la dépendance de l'impérialisme. (DG-ET-18/3)

LE DEUXIEME GRAND CONGRES DU PARTI OUVRIER DE TURQUIE (TIP)

ISTANBUL (ITA) - Le Parti Ouvrier de Turquie (TIP) tint à Istanbul son Grand Congrès -le deuxième après son rétablissement, les 24, 25 et 26 février 1979, avec la participation de 134 délégués venus de 36 provinces et de 233 districts de Turquie.

Le premier jour 5000 personnes environ assistèrent au Congrès. Celui-ci reçut aussi des centaines de messages de différentes organisations et personnalités de Turquie et de l'étranger; parmi eux, le Comité Central du Parti Communiste Bulgare envoya au congrès un long message exprimant sa solidarité et ses vœux de succès.

Le soir du premier jour fut consacré au traditionnel Jour-du-Parti; de nombreux artistes célèbres de Turquie y participèrent.

Au cours des trois jours du congrès, on discuta et approuva unanimement le Rapport du Comité Exécutif Central et on adopta une Résolution en 14 points.

Selon ce rapport, le parti réussit à établir ses sections dans 40 des 67 provinces de Turquie. Comme un nouvel amendement de la Loi Electorale envisage de priver de leur droit à participer aux élections législatives les partis politiques qui ne sont pas organisés dans tous les districts d'au moins 23 des 67 provinces de Turquie, ce succès du TIP marqua une victoire sur les efforts faits pour priver le parti de la classe ouvrière de sa participation aux élections.

Une lutte de 18 ans

Le Parti Ouvrier de Turquie avait été fondé en 1961 par des ouvriers et il fit connaître au peuple de la Turquie le socialisme scientifique et apporta aux ouvriers la conscience de classe. Aux élections de 1965, le TIP avait obtenu 15 sièges dans un parlement de 450 membres, permettant ainsi au mouvement de la classe ouvrière d'élever la voix sur une plate-forme législative. Mais en 1971, à la suite du coup d'état militaire, le TIP fut interdit et ses leaders, y compris l'actuel Président Madame Behice Boran, furent condamnés à 15 ans d'emprisonnement chacun. En 1973, en même temps que d'autres prisonniers politiques, les leaders du TIP furent libérés et ils rétablirent le TIP le 1er mai 1975. Depuis lors, le TIP mène une lutte énergique contre l'impérialisme et ses collaborateurs locaux. Au cours de cette lutte, plus de 10 membres du parti ont été assassinés par les commandos fascistes para-militaires du Parti d'Action Nationaliste (MHP). (Voir Massacre à Ankara, Pourquoi?, Agence Info-Türk, Brochure de 48 pages illustrées, Bruxelles, 1978.)

Le Deuxième Congrès du TIP s'est tenu en une période qui marque l'échec de la politique de l'actuel gouvernement de centre-gauche. Il coïncide aussi avec la publication du volumineux "Plan pour la démocratisation de la Turquie, 1978-1982", préparé par le Département de la Recherche du parti. Ce contre-plan, apprécié par le Congrès, envisage les mesures à prendre en vue de créer une base économique et sociale pour la démocratisation de la vie politique en Turquie.

Le parti de la classe ouvrière de Turquie

En ce qui concerne la Résolution en 14 points adoptée à l'unanimité par les délégués, le Congrès du TIP déclara:

"Le TIP est l'organisation politique de la classe ouvrière de Turquie basée sur les principes du socialisme scientifique. Le TIP, avec son programme et ses résolutions basées sur l'analyse concrète des conditions concrètes de la Turquie, avec ses statuts, sa stratégie et sa tactique basés sur le point de vue du socialisme scientifique, avec ses cadres éprouvés dans le passé en des luttes couronnées de succès, est, dans les circonstances actuelles, l'exécuteur et l'amplificateur du mouvement de la classe ouvrière en Turquie".

(Comme on sait, il existe en Turquie quelques autres organisations ou groupes politiques apparus après l'interdiction du TIP et qui sous quelque nom que ce soit prétendent être le parti de la classe ouvrière. Dans son article publié le 6 mars 1979 dans l'hebdomadaire du parti, YURTÜS, le Président du TIP, Madame Behice Boran, faisant allusion à ces organisations et groupes, soulignait qu'il n'est pas possible d'être le parti de la classe ouvrière, ni en adoptant n'importe

quel "nom", ni en prétendant avoir "des droits acquis" sur la classe ouvrière. "La continuité du nom n'est pas essentielle, c'est une simple question de forme. Le problème se trouve dans la continuité de l'essence, c'est à dire du mouvement politique de la classe ouvrière elle-même. Ce mouvement peut, en accord avec le changement des conditions, changer de nom et de forme d'organisation. Le TIP est l'organisation de notre classe ouvrière correspondant aux principes universels du socialisme scientifique et aux circonstances actuelles en Turquie.")

La Résolution mit également au point la position idéologique du parti et sa position internationaliste:

"Le TIP considère l'internationalisme prolétarien comme la stipulation fondamentale pour le développement et le renforcement du mouvement de la classe ouvrière à l'échelle nationale et internationale. Il est bien conscient du fait que renforcer le mouvement socialiste scientifique, le diriger avec ses alliés vers le pouvoir et l'accomplissement de la révolution socialiste dans notre propre pays est indispensable à une contribution réelle et substantielle à l'internationalisme. Considérant le rôle déterminant du système socialiste mondial sur les progrès et le succès du processus révolutionnaire mondial, le TIP souligne que la toute première tâche de chaque parti de la classe ouvrière est de protéger et de défendre les positions et acquisitions du socialisme dans le monde entier.

"Le TIP a pleinement conscience de l'importance vitale d'être vigilant à l'égard des tendances égoïstes et terroristes individuelles dont la nature anti-révolutionnaire apparaît clairement dans le monde aussi bien qu'en Turquie, contre le gauchisme, contre l'opportunisme de droite qui prévoit de mettre le mouvement de la classe ouvrière à la traîne d'une quelconque section de la bourgeoisie; contre toute déviation du socialisme scientifique, contre toutes les espèces d'anti-communisme et anti-sovietisme, depuis la plus vulgaire jusqu'à la plus sophistiquée, et contre tous les efforts de la bourgeoisie visant à influencer le mouvement de la classe ouvrière."

Lutte pour la démocratie, l'indépendance et le socialisme

"Le TIP, résolu à faire progresser la démocratisation et à combattre les pressions racistes et nationalistes-chauvines et le génocide, souligne que le problème de la démocratisation est d'une grande urgence, surtout dans les régions de l'est et du sud-est de la Turquie dans lesquelles l'inégalité est réalisée sur la base de discrimination ethniques; les pressions et les contraintes s'aggravent, des provocations et des complots s'intensifient, comme on a pu l'observer dernièrement. (Massacre à Kahramanmaraş qui a fait 107 victimes -ITA).

"Le TIP a constaté que les mouvements progressistes des pays qui sont sous une domination impérialiste et répressive ont actuellement gagné en vitesse et en force, surtout dans la région dans laquelle se trouve notre pays; les demandes persistantes des USA pour l'installation de nouvelles bases et la réouverture de celles qui avaient été supprimées témoignent de l'importance croissante de la Turquie pour l'impérialisme, surtout depuis l'effondrement du régime du Shah en Iran. Le TIP attire aussi l'attention sur l'importance croissante de développer et renforcer la lutte pour l'indépendance nationale et pour la paix.

"Le TIP confirme aussi l'opinion que freiner l'escalade fasciste qui progresse actuellement, et prévenir la menace fasciste n'est possible qu'avec le développement et le renforcement d'un mouvement uni et organisé et la résistance de toutes les forces progressistes, démocratiques et patriotiques dans la lutte contre l'impérialisme et le fascisme.

"Le TIP, soulignant le fait que la politique suivie par le CHP n'a servi qu'à faciliter la réalisation des complots de l'impérialisme et de ses plans sur notre pays et l'escalade du fascisme, fait appel à ce parti pour qu'il prenne part à la lutte basée sur la force unie et organisée des masses.

"Le TIP demande qu'on mette fin à la loi martiale et qu'on prenne des mesures contre les milieux et les sources cachés derrière la terreur fasciste, au lieu de restreindre les droits fondamentaux et les libertés."

Dans d'autres paragraphes, le deuxième Congrès critique quelques tendances et groupes qui nuisent au développement des syndicats et aux organisations démocratiques de masse; il désigne les tâches urgentes des membres du parti concernant la lutte idéologique et les travaux à réaliser dans les mouvements des

paysans, de la jeunesse et des femmes. Le Congrès condamna aussi l'agression chinoise contre la République Socialiste du Vietnam et la politique maoïste nuisant à la paix mondiale en général.

À la fin de ses travaux, le Deuxième Congrès du TIP élut un Comité Central Exécutif de 21 membres et, lors de sa première séance plénière, Madame Behice Boran fut réélue Présidente du Parti et le Dr. Nihat Sargin secrétaire général.

(TIP-DG-ET-10/3)

QUELQUES TERRORISTES ARRÊTES... MAIS QU'EN EST-IL DE LEURS INSTIGATEURS?

ANKARA (ITA) - Dans sa déclaration, après le meeting de Coordination de la Loi Martiale tenu le 9 mars 1979, le Premier Ministre M. Bülent Ecevit affirmait qu'il y avait eu une diminution des incidents terroristes dans les dernières semaines.

"Il y a une diminution d'environ 35% des incidents terroristes dans les dix derniers jours en comparaison avec ceux des jours précédents, et 60% de diminution des meurtres, événements qui nécessiteront la proclamation de la loi martiale. Il y a aussi une diminution de plus de cent des morts d'hommes et qui se passent en dehors des régions de loi martiale. De plus, les forces de sécurité se montrent beaucoup plus efficaces et le taux d'arrestations des criminels a augmenté."

Cependant, la liste des assassinats politiques du mois passé ayant fait 71 victimes contredit cette déclaration optimiste du Premier Ministre. Ce qui est exact dans la déclaration d'Ecevit, c'est qu'il y a une augmentation dans le nombre de terroristes arrêtés.

Récemment, parmi d'autres suspects arrêtés, deux terroristes, Velî Can Oduncu et Mithat Şimşek, tous deux âgés de 17 ans, avouèrent qu'ils avaient assassiné respectivement 7 et 8 progressistes.

Oduncu, au cours de son interrogatoire au tribunal de la loi martiale à Istanbul, déclara qu'il avait participé à de nombreuses actions armées organisées par les membres du "Club des Idéalistes" ou du Parti d'Action Nationaliste (MHP), deux organisations fascistes dont les membres sont connus sous le nom de "Loups Gris".

Questionné au sujet de son idéologie politique, Oduncu répondit au tribunal: "Je suis de droite et je suis opposé à ceux de gauche et aux communistes. Mais, en fait, je ne sais pas ce que signifie de droite ou de gauche."

Il déclara aussi que les fusils avec lesquels il avait commis 7 meurtres politiques lui avaient été fournis par les membres du MHP.

Mithat Şimşek, qui fut le meurtrier du Professeur Necdet Bulut, membre du Parti Ouvrier de Turquie (TIP), ainsi que de 7 autres victimes, confirma devant le tribunal de la Loi Martiale d'Ankara qu'il avait été armé par des membres du parti néo-fasciste et de ses sympathisants.

Bien que quelques-uns de ceux qui tirèrent les coups de feu ont été arrêtés, les principaux responsables, ceux qui leur fournirent les armes et les poussèrent à tuer des progressistes n'ont pas encore été touchés.

L'instigateur principal de la violence politique en Turquie, l'ex-colonel Alparslan Türkeş, Président du parti néo-fasciste et d'autres chefs des "Loups Gris" sont toujours en liberté et continuent leurs provocations, protégés par l'immunité législative.

Ci-dessous, la liste de 71 assassinats politiques commis au cours du mois dernier. Ainsi, le nombre total des victimes de la violence politique durant les 14 mois du gouvernement Ecevit montent à 1107:

- 15 FEV: Quatre personnes progressistes, Bayram Aslan, İbrahim Babayigit, Rifat Arıkan et Yalçın Bozdoğanoglu (à Adana), l'étudiant Mustafa Özel (à Izmir), l'ancien président local du MHP, Mustafa Naimoglu (à Nizip), l'enseignant de gauche Şükrü Bağcı (à Yozgat).
- 16 FEV: L'étudiant de gauche Ahmet Sadullah Kaya (à Adana), l'enseignant de gauche Selhattin Tanrıverdi (à Tarsus), l'ouvrier Ahmet Altaş (à Diyarbakır).
- 18 FEV: Le policier Mehmet Yıldızoglu (à Ankara), l'éditeur d'un journal de droite, Erdoğan Hançerlioglu (à Istanbul) et M.A.Çelilkbaş (à Burhaniye).

- 19 FEV: L'étudiant de gauche İsmail Tokar (à Giresun), une personne non-identifiée (à Istanbul), le directeur de banque İsmet Yılmaz (à Kars)
- 20 FEV: L'étudiant de gauche Ahmet Demirtaş (à Adana)
- 21 FEV: Cumali Yüksel, İbrahim Meteyılmaz, Mustafa Utku et Mehmet Alan (à Adana), l'étudiant de droite Feyzi Muraydin (à Kars), le patron de café Mustafa Yılmazoğlu (à Izmir), le secrétaire d'école Selami Başaran (à Ankara)
- 22 FEV: Un jeune de droite, Asaf Durmuş (à Istanbul)
- 23 FEV: L'ouvrier Eyüp İn, Osman Tuturgu et une femme non-identifiée (à Adana), l'ouvrier Ahmet Aksoy (à Kahramanmaraş), l'étudiant de gauche Serdar Özgərçin (à Ankara), un jeune progressiste, Sadık Cemil, et un autre jeune de droite, Yüksel Metin (à Istanbul - Tous les deux assassinés par des Loups Gris).
- 24 FEV: L'étudiant progressiste Attila Can (à Istanbul), le chauffeur de taxi Musa Çakmak (à Antalya)
- 25 FEV: Mehmet Kuyuhan, Emrullah Narlı et Aki Küçük (à Kahramanmaraş)
- 26 FEV: Mehmet Bayık, fils d'un syndicaliste (à Urfa), l'étudiant progressiste Fikret Demali (à Samsun)
- 27 FEV: Adil Aydın (à Manisa), Erkan Yıldırım et le musicien Veyis Komal Aras (à Istanbul)
- 28 FEV: L'étudiant de gauche Ömer Kaya (à Gaziantep), l'ouvrier Ali Rıza Ece (à Denizli)
- 1 MAR: Le concierge de lycée Gıyasettin Çiçek (à Istanbul)
- 2 MAR: L'employé Salih Dursun, les ouvriers Necmi Tarcan et Metin Arabacı, un jeune non-identifié (à Istanbul), l'ouvrière Şahra Çinkal et l'étudiant İbrahim Cantürk (à Konya)
- 3 MAR: L'ouvrier Bekir Tosun (à Gaziantep), l'étudiant Yunus Koç (à Kars)
- 5 MAR: Ali Durmuş de droite (à Urfa)
- 6 MAR: Les étudiants de gauche Fatih Kırıl et Congiz Erdal (à Adana), le policier Ahmet Demirel et l'étudiant Ömer Taşkın (à Istanbul)
- 8 MAR: L'étudiant Şenol Şener (à Istanbul)
- 9 MAR: Muzaffer İlhan (à Konya), les menagères Feride Güneş et Ferizade Koç (à Muş), l'ouvrier Bayram Kurt (à Ankara)
- 10 MAR: Le directeur de lycée Yekta Aslan et l'étudiant Atilla Artır (à Kahramanmaraş), le chef local du MHP Sami Nakıboğlu (à Adıyaman), Kadir Seven et Sedat Erdemir (à Adana)
- 11 MAR: Ahmet Tabak (à Istanbul)
- 12 MAR: Le policier Cemal İlgez (à Manisa)
- 13 MAR: Le directeur d'un hôtel d'étudiants Mürsel Delen (à Istanbul), l'étudiant de droite Mustafa Sivri (à Ankara), l'étudiant de gauche Mehmet Ayık (à Gaziantep)
- 14 MAR: L'étudiant d'université Mustafa Sar (à Adana). (C-M-DW-H-DG-ET-16/3)

NEUF LEADERS SYNDICAUX CONDAMNÉS

İZMİR (ITA) - Neuf leaders et fonctionnaires de la Confédération des Syndicats Turcs (TÜRK-İŞ) ont été condamnés par un tribunal local à 8 mois d'emprisonnement chacun et à l'interdiction d'exercer des activités syndicales. Le verdict a été approuvé par la Cour de Cassation. Ils sont accusés d'avoir organisé une grève sauvage le 16 juin 1975.

L'exécution de l'emprisonnement a été suspendue par la Cour de Cassation, mais ils seront privés de l'exercice de leurs activités syndicales.

À Istanbul, Mr. Sarra Öztürk, directeur de La Maison d'Édition Sorun est poursuivi pour avoir publié l'œuvre de Clara Zetkin intitulée "Le Testament de Lénine à toutes les femmes du monde". Mr. Öztürk sera jugé suivant l'article 142 du Code Pénal turc qui prévoit un minimum de 7,5 ans de prison "pour avoir propagé le communisme". (DU-9/3)

PART DES INVESTISSEMENT ETRANGERS

ANKARA (ITA) - Selon une étude de l'Institut de Statistiques de l'Etat, 76 compagnies étrangères engagées dans l'industrie de produits manufacturés ont réalisé 9% de la production totale en 1976. Le nombre de firmes couvertes par cette étude était de 6,114 qui, ensemble, produisirent 112,540 millions de LT de valeur ajoutée. La part de 76 compagnies étrangères a été de 10,489 LT (le taux officiel d'une LT est actuellement de 0,08 DM, alors qu'il est de 0,04 DM sur le marché libre.)

Parmi les 448,000 ouvriers employés dans cette industrie, 44,000 travaillaient dans les 76 firmes mentionnées; Le personnel local, qui constitue naturellement une grande part du total touchait un salaire mensuel moyen de 7,000 LT, alors que le chiffre était de 32,790 LT pour le personnel étranger ne comptant que 142 personnes.

Le tableau ci-dessous illustre les entrées, les sorties, les valeurs ajoutées et les profits des compagnies dans cette industrie en 1976:

	TURQUIE ENTIERE	76 FIRMES	%
ENTREES	191.236.253.000 LT	17.869.525.000 LT	9,-
SORTIES	303.776.313.000 LT	28.359.083.000 LT	9,-
VALEURS AJOUTEES	112.540.060.000 LT	10.489.588.000 LT	9,-
PROFITS	76.879.826.000 LT	6.677.083.000 LT	8,6

(Pour les statistiques détaillées du capital étranger investi en Turquie: Voir Bulletin Info-Türk en anglais et en français de février 1977).

Le capital étranger prend la part du lion dans l'industrie automobile

Les compagnies de l'investissement commun actives dans l'industrie automobile turque reçurent 31,3% du profit total en 1976, tandis qu'elles correspondent à 2,4% du nombre total des firmes de ce secteur. C'est à dire que sept compagnies à investissement étranger reçurent 1,650 millions des 5,281 millions LT. Le tableau ci-dessous illustre les conclusions de l'Institut de Statistiques de l'Etat:

	INDUSTRIE AUTOMOBILE	FIRMES COMMUNES	%
ENTREES	14.075.046.000 LT	6.169.372.000 LT	43,8
SORTIES	22.475.142.000 LT	8.737.482.000 LT	38,9
VALEURS AJOUTEES	8.400.097.000 LT	2.568.210.000 LT	30,6
PROFITS	5.280.773.000 LT	1.650.317.000 LT	31,3
NOMBRE DES FIRMES	287	7	2,4
NOMBRE DES EMPLOYES	54.690	10.968	20,-

Le partenaire local principal du capital étranger dans l'industrie automobile est l'OYAK, un holding financier composé uniquement par des officiers de l'armée. L'OYAK-Renault a produit l'année passée 31.000 voitures avec un taux de production de 95%.

La compagnie qui avait été établie en 1973 envisage une production de 42.000 voitures pour 1979. Les avoirs de l'OYAK ont atteint 3,600 millions LT à la fin de 1978, a révélé le Général Nazmi Yavuzalp, Président du holding.

(Pour une information détaillée et des statistiques au sujet du holding militaire OYAK, Voir: BULLETINS Info-Türk des Juin, Juillet/Aout 1978). (DM-ET-9/3)

ECEVIT EGALEMENT DEGU QUANT A L'AIDE URGENTE A LA TURQUIE

ANKARA (ITA) - Le Premier Ministre Ecevit a exprimé son "désappointement" devant l'absence d'actions concrètes de la part des "alliés" de la Turquie pour aider à alléger les problèmes économiques urgents de ce pays.

A des journalistes étrangers, le Premier Ministre déclara le 9 mars 1979 que l'effort pour aider la Turquie, proposé par l'Allemagne fédérale à laquelle se joignirent les Etats-Unis, la France et la Grande Bretagne lors du sommet de la Guadeloupe il y a deux mois, "avançait avec une lenteur décourageante". ✓.

Ecevit affirme que la Turquie se heurtait aussi à des conditions inacceptables dans le programme d'aide, conditions qui seraient incompatibles avec les besoins et les réalités de la situation existant en Turquie. Quand on lui demanda de nommer ces conditions, Ecevit répondit que la principale était la demande d'une dévaluation de la Lire turque. Il rappela aux reporters que pour satisfaire les exigences du FMI il y a un an, la Turquie avait adopté un programme d'austérité économique qui incluait aussi la dévaluation. Mais, reprocha Ecevit, l'aide promise n'arrivait pas et ainsi, les mesures prises ne donnaient pas de résultat.

Cette déception s'accrut spécialement après l'échec des espoirs que la réunion des ministres de la CEE avait fait naître.

Sur ce, le vice-premier, le Dr. Faruk Sükan déclara le 13 mars 1979 que la Turquie, considérant les circonstances nouvelles, était obligée de revoir tout le système d'alliances et les accords auxquels elle prend part.

Le Dr. Sükan dit: "Il est clair que les grands états et les puissances impérialistes ont pris comme cible maintenant dans le Moyen Orient la Turquie où ils mènent une guerre de domination. Bien que la Turquie soit liée à leurs traités, cela ne signifie pas que nous les respecterons sans aucune condition ni réserve."

Comme premier pas, après l'Iran et le Pakistan, le gouvernement turc décida aussi de se retirer du CENTO.

Néanmoins, au cours des derniers jours les leaders militaires des puissances occidentales, y compris le Commandant suprême de l'OTAN, le Général Haig, et le Chef d'Etat Major Britannique, le Maréchal Neil Cameron firent des visites mystérieuses en Turquie. Après ces visites le Ministre de la défense, Mr. Nezet Akdamar déclara: "La Turquie, étant un pont en Méditerranée et constituant pour les pays riches une route, pour le pétrole et autres ressources naturelles, a acquis une importance croissante au point de vue géographique, économique et politique grâce à sa situation dans le monde."

Le point de vue soviétique sur les relations entre la Turquie et l'Occident

Le Temps Nouveaux, revue soviétique consacrée aux problèmes de la politique extérieure analyse dans son numéro 7 la situation actuelle de la Turquie et dévoile les plans de pression de l'OTAN. Notamment on lit:

"Une autre chose préoccupe les politiciens occidentaux, et tout d'abord américains: ils tâchent d'obtenir de nouvelles bases militaires. L'administration US se creuse la tête pour trouver un moyen de consolider, après l'affondrement du régime du chah en Iran, les positions impérialistes dans le Proche-Orient riche en pétrole, de parer au démantèlement éventuel des bases secrètes de la CIA et du Pentagone dans ce pays en effervescence.

"Tout porte à croire qu'elle a jeté son dévolu sur la Turquie. Comme le note le New York Times, on estime dans les milieux militaires et les services de renseignements des Etats-Unis que 'le système électronique de collecte d'informations doit être perfectionné en Turquie'. Et d'ajouter que le transfert d'Iran en Turquie du matériel approprié sera le moins coûteux et le plus efficace.

"Ankara a démenti officiellement que de nouveaux ouvrages et bases militaires US seraient créés dans le pays. Des milieux influents appellent à secourir la dépendance vis-à-vis des étrangers, sur le plan militaire. Cependant, des pourparlers turco-américains sont en cours à Ankara au sujet de la conclusion d'un accord bilatéral sur la 'coopération en matière de défense'. On les explique officiellement par le désir de normaliser les relations après la récente levée de l'embargo des USA sur les fournitures d'armes à la Turquie. La partie turque affirme qu'elle envisage cet accord dans une nouvelle optique, à savoir que les intérêts économiques et militaires sont indissolubles dans une telle coopération.

"La presse révèle certains détails de l'accord en question. Ainsi comme l'écrit le Milliyet, il est prévu que l'aide économique et militaire à la Turquie sera déterminée chaque année compte tenu non seulement de ses besoins mais avant tout des 'plans de défense' de l'OTAN. Le document devra définir le statut des bases américaines on territoire turc.

"Avant même que soient parachevés les négociations entre les U.S.A. et la Turquie, le Quartier Général de l'OTAN à Bruxelles a rejeté la "nouvelle optique" du gouvernement turc. Selon le quotidien Ferihan, les idées turques quant au développement de l'industrie militaire nationale sont considérées "à tout les niveaux de l'OTAN" comme "irréalisables". Le journal cite ces propos d'une "personnalité compétente" à Bruxelles: si la Turquie veut obtenir des crédits de l'Occident, elle doit accepter l'extension des bases militaires en son territoire.

"En d'autres termes, en échange de son "aide", l'Occident veut attacher encore plus solidement la Turquie, qui entretient une armée de 465.000 hommes et dépense à des fins militaires 20% de son budget national, et l'empêcher de desserrer l'étreinte de fer de l'OTAN. Telle est sans doute la raison pour laquelle on ne se hâte pas de réaliser la décision du sommet de la Guadeloupe: l'octroi à la Turquie d'une "aide urgente". Car on attend dans les capitales atlantiques qu'elle cède au chantage.

"Il est évident qu'une telle attitude à l'égard de la Turquie qui veut une solution d'ensemble pour ses problèmes ne saurait qu'exacerber ses difficultés. L'expérience de l'Iran n'a-t-elle pas montré avec éclat que plus on resserre les liens de dépendance d'un pays vis-à-vis de l'impérialisme et plus il lui est difficile de respirer. La voie où les stratèges de l'OTAN cherchent à entraîner la Turquie est sans avenir et extrêmement dangereuse. Son peuple veut autre chose."
(TN-DG-28/2)

POUR CONNAÎTRE LES FAITS DE TURQUIE

L'Agence Info-Türk est un service d'information créé et pris en charge par des progressistes de Turquie à l'étranger et publie les Bulletins mensuels en trois langues (français, anglais et allemand) pour informer l'opinion mondiale des problèmes et des luttes du peuple de Turquie, et aussi en langue turque pour faire connaître les problèmes des travailleurs turcs émigrés.

Abonnement annuel pour chaque langue:

200 FB en Belgique
250 FB à l'étranger

Virement ou mandat de poste au compte suivant:

COODIFT s.c.
CCP - 000-1164657-75
13/2, Square Wiser - 1040 Bruxelles

Vous pouvez commander en adressant au même compte aussi:

- MASSACRE A ANKARA, POURQUOI? (Un brochure sur la violence politique et le mouvement socialiste en Turquie), 45 FB
- TURQUIE ET LE MONDE D'AUJOURD'HUI (Allocution de la Présidente du Parti Ouvrier de Turquie, Mme Behice Boran) 45 FB
- ALBUM DES AFFICHES DE RESISTANCE TURQUE: 90 FB
- POEMES ET CHANSONS (Bilingue, français-turc) 30 FB
- CHANTS REVOLUTIONNAIRES TURCS (Un disque long-play avec l'explication en français et anglais), 300 FB